

Observe • Analyse • Intervient

Médias: suicide par bâillement
Information & coercition
Vers la société du pass?
Les fabriquants
de l'alter-réalité
Lire Pessoa



LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Paysage médiatique suisse: un suicide par bâillement

JUSQU'À QUEL POINT PEUT-ON ASSIMILER LES CAPITAINES DE MÉDIAS À DES PAYSANS DE MONTAGNE, ET À QUEL MOMENT CELA DEVIENT-IL UNE INJURE AUX PAYSANS?

En Suisse, l'agriculture de montagne est une activité socialement marginalisée, structurellement déficitaire et d'un impact économique très limité. La Confédération helvétique continue cependant de la soutenir financièrement à raison d'un milliard par an environ pour des raisons à la fois sociales, environnementales, humaines et touristiques. Sans ce soutien, l'autonomie alimentaire de la Suisse et l'aménagement de son territoire, estime-t-on, seraient compromis.

Pour des raisons en apparence assez semblables où le facteur émotionnel n'est pas à négliger, la Confédération s'est proposée d'allouer un paquet d'aides aux médias privés. L'un des arguments clefs avancés en faveur de ce subside était la disparition programmée de la presse régionale, équivalent symbolique de la paysannerie de montagne. Le peuple a rejeté ces aides par les urnes le 13 février dernier, faisant une fois de plus apparaître le légendaire röstigraben, le fossé culturel séparant la «sensibilité» majoritaire, alémanique de la «sensibilité» minoritaire, romande et latine. Bref, tous les cantons romands sauf le Valais ont approuvé le subside, tous les

alémaniques à l'exception de deux l'ont rejeté.

EN A-T-ON VRAIMENT BESOIN?

L'une des raisons clefs du refus tient dans le «tour de passe passe» qui aurait consisté à stipendier les gros éditeurs quasi-monopolistiques qui «mettent aujourd'hui dans la poche droite ce qu'ils perdent en annonces dans leur poche gauche» (de l'avis du journaliste indépendant Olivier Grivat, AP322). Nous avions déjà décrit ce phénomène, exemples à l'appui, dans notre commentaire sur la mort de L'Hebdo publié dans l'un des premiers numéros de l'Antipresse(1):

«On nous a donc révélé que l'idéaliste Ringier, qui se présente par ailleurs comme un "collectionneur d'art zurichois" et non comme un requin d'affaires, a racheté d'innombrables sites utilitaires du type petites annonces et que son grand concurrent suisse Tamedia a fait de même. Des activités sans rapport avec l'édition, mais qui ont l'avantage de recapter cette même manne publicitaire qui a fui la presse. Autrement dit, les propriétaires de journaux eux-mêmes accélèrent l'agonie de leurs "fleurons" sur qui l'on verse ensuite des larmes de crocodile en invoquant la mise en danger du débat démocratique que ces mêmes "fleurons" se sont employés à censurer, canaliser et émasculer.»

Récompenser les oligarques de la presse d'avoir sabordé leur propre métier eût été d'une désolante naïveté. Certains Suisses romands, vivant sans doute un peu trop près de la religion étatiste française, cultivent encore cette générosité de confort dont le vrai nom est jobardise.

Mais le problème du subventionnement public de la presse privée ne s'arrête pas là. Au contraire, c'est là qu'il commence et que la comparaison avec l'agriculture locale cesse de fonctionner. En échange de l'aide publique, les paysans de montagne suisses élaborent des produits d'une qualité incontestée et qui justifient leur prix élevé. Dans le cas des médias, le contribuable était censé sponsoriser une production qui n'a plus sa confiance, dont il n'a pas vraiment besoin et qui ne le captive pas - même si de vieux réflexes l'empêchent de se l'avouer.

Même si la désaffection publicitaire, comme nous l'avions rappelé en 2017, résulte notamment d'une réorientation stratégique délibérée des éditeurs, la perte d'audience en est une cause directe. Or cette perte d'audience s'explique elle-même, entre autres, par l'invasion publicitaire.

Pour que le cercle vicieux soit complet, encore faut-il y introduire le troisième facteur, gros comme une meule de foin au milieu du salon: la nullité d'ensemble de la production, quelques honorables exceptions mises à part. Alors qu'il paie déjà une redevance salée pour le service public (et qu'il la paie deux, trois ou n fois s'il est encore propriétaire d'entreprises), le citoyen devrait-il encore fournir le foin au cheptel des

médias du secteur privé avançant le cul serré sur le sentier de plus en plus étroit de la bienpensance, les yeux rivés à l'arrière-train de leur prédécesseur, les sabots clapotant dans l'ornière et ne redressant l'échine que pour repérer et faire taire les cloches qui dissonnent? Ne vaut-il pas mieux subventionner les troupeaux en chair et en os?

COPINAGES, COLLUSIONS ET RECONVERSIONS

Il ne faut rien avoir compris de l'époque pour croire que ce système pourrait durer indéfiniment en s'accrochant aux mamelles de l'Etat après avoir trait jusqu'au sang la vache publicitaire. Il y a longtemps que la collecte et la production de l'information n'est plus le cœur du métier. A l'ère de l'internet, l'information brute est à portée de clics. Elle suinte même de partout. Durant la crise du Covid, on en apprenait plus sur la réalité de la situation en ouvrant dans un onglet de son navigateur la statistique d'occupation des lits publiée sur le site de l'hôpital du Valais qu'en suivant les communiqués psychotropes(2) des autorités relayés à la coquille près par des médias transformés en ateliers de moines copistes. La valeur ajoutée qu'on attendait d'eux, soit l'analyse critique de ces informations

— de quelques sources qu'elles proviennent — et du contexte de leur diffusion, ils l'ont transférée à des «alter-médias» qu'ils ont sommairement taxés de complotistes pour ne pas avoir à réfléchir au complot qu'ils fomentaient contre leur propre raison d'être, au point de se faire défénestrer par le souffle du bâillement populaire.

Pour se faire une idée de l'ampleur du désastre, on peut lire l'enquête d'Amèle Debey publiée cette semaine au sujet de la «Bérézina Covid de la RTS». Certes, cela traite du service public, mais en l'occurrence privé et public se confondent dans une même «armée de clones sans diversité d'opinion». N'est-pas d'ailleurs Mark Walder, le patron du groupe de presse privé Blick, qui a revendiqué de la manière la plus claire la collaboration des médias avec la politique covidienne du gouvernement? Et n'est-ce pas le correspondant politique du Temps qui confessait avoir obséquieusement servi de porte-voix au cartel de la peur pendant toute la durée de la crise?

Succédant à ce refus de socialisation des médias privés, l'initiative de l'UDC visant à rogner la redevance de la SSR est assurée de trouver un public éveillé et même furibond, tant le sectarisme politique et les copinages du «service public» si mal

Le magazine de l'Antipresse est un hebdomadaire de réflexion et de divertissement multiformats.

Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 429, 1950 Sion, Suisse.

Rédacteur en chef: Slobodan Despot. Direction stratégique: Yulia Baburina.

Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET.

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (Monty Python)

nommé deviennent compromettants. Le complexe médiatico-politique l'a bien compris en se mettant en boule face à cette nouvelle menace «populiste». Il ferait mieux de réviser fissa et de fond en comble ses modes de pensée et de travail, ou alors de bloquer les droits et les comptes de ceux qui ne veulent plus de lui. Le Castro de poche canadien flanqué de ses journalistes en civil lui a d'ailleurs montré la voie.

Toute ironie et toute candeur mises à part, l'hybridation du politique discrédité avec le médiatique déchu se profile hélas comme la voie de salut par défaut. On en voit les signes avant-coureurs dans la transhumance désormais coutumière des journalistes suisses vers le spindoctorat institutionnel. Quiconque est doté d'un carnet d'adresses exploitable court se réfugier dans les sinécures minis-

térielles ou corporatives comme les poissons-pilotes s'abritent sous l'aileron des requins. Qui se ressemble s'assemble.

Mais qui dissemble, dissemblera encore plus. Ce journalisme-là ressemble au journalisme comme l'agent de sécurité ressemble au soldat. Il sera remplacé par des chroniques du réel de plus en plus indépendantes, intrépides et antagonistes à mesure que les douves se creuseront entre la tour d'ivoire de la nomenklatura et la population exaspérée qui l'entretient.

NOTES

- 1. Slobodan Despot: «Qui a (vraiment) tué la presse papier?», AP62 | 5.2.2017
- 2. «On appelle psychotrope, une substance chimique d'origine naturelle ou artificielle, qui a un tropisme psychologique, c'est-à-dire qui est susceptible de modifier l'activité mentale, sans préjuger du type de cette modification.» (Delay, 1957)



L'ANTIPRESSE EST UNE CHRONIQUE DE LA VIE HUMAINE AU TEMPS DES ROBOTS, 100 % ANIMÉE PAR L'INTELLIGENCE NATURELLE. DÉJÀ 325 SEMAINES. PLUTÔT RASSURANT, NON?



ENFUMAGES par Eric Werner

L'information comme injonction (la démocratie contre la liberté, 4)

Oui, c'est inconfortable et paradoxal, mais il faut bien un jour tirer la chose au clair: l'information de masse ne sert pas à ce que vous croyez. En réalité, elle sert même plutôt à son contraire. L'important est de bien comprendre la règle du jeu.

Quand on dit qu'un gouvernement bénéficie du soutien d'une majorité de la population et que seule une minorité lui est hostile (voir l'Antipresse 324 de la semaine dernière), cela ne signifie bien sûr pas qu'il soit légitime. La légitimité d'un gouvernement n'a rien à voir avec le fait qu'une majorité de la population lui apporte son soutien. Sans quoi l'on serait obligé de qualifier de légitimes un très grand nombre de régimes liberticides, autocratiques et même criminels, car, en règle générale, de tels régimes bénéficient d'un assez large soutien populaire. L'exemple le plus souvent cité est le nazisme, mais on pourrait aussi mentionner l'ancien régime soviétique. «Le mal des organes de répres-

sion n'est que la quintessence du bien répandu par les citoyens eux-mêmes», écrivait Alexandre Zinoviev dans le *Communisme comme réalité*. Il m'est déjà arrivé de citer ici même cette phrase, et je recommande au lecteur de bien l'apprendre par cœur, car cela lui évitera de trop s'emmêler les pinceaux sur un certain nombre de questions(1).

Non, ce que je veux dire simplement, c'est qu'un tel gouvernement, celui, donc, bénéficiant du soutien d'une majorité de la population, est assez libre de ses mouvements. Le souci du lendemain ne devrait pas non plus trop le tourmenter. En clair, il peut plus ou moins tout se permettre. Je dis «plus ou moins», car il y a quand

même certaines limites. Mais pas trop étroites. On l'a vu par exemple au cours de l'actuelle crise sanitaire. On parle de «société de contrôle», mais dans une large mesure, il faut le dire, ce contrôle s'effectue aujourd'hui tout seul. Les gens dans leur majorité ne font en particulier aucune difficulté pour croire à ce qu'on leur demande de croire. Ils y mettent même beaucoup de zèle. Pour qu'ils en viennent à ne plus y croire, il faut que les autorités elles-mêmes le leur demandent. Si elles le leur demandent. à ce moment-là, oui, ils arrêteront d'y croire. Mais si elles le leur demandent. Autrement non. Les faits eux-mêmes n'auront aucune prise sur eux.

LE VISIBLE COMME INDICIBLE

Les gens avalent donc ce qu'on leur demande d'avaler, l'occasion ici de citer le philosophe Gilles Deleuze: «Une information est un ensemble de mots d'ordre. Quand on vous informe, on vous dit ce que vous êtes censé devoir croire» (2). L'information ne dit donc rien de la réalité, ce n'est pas là sa raison d'être. Elle dit en revanche ce que nous sommes supposés en penser, plus exactement encore les attentes de l'État à cet égard: voilà ce qu'en pense l'État, voilà donc aussi ce que vous êtes supposés en penser, ce qu'il attend de vous en la matière. Il serait très décu si vous pensiez autrement. Le contraire, on n'en parle même pas. Il dit aussi les risques que vous prenez en pensant autrement. Vous avez donc intérêt à vous aligner, à faire au moins semblant de le faire. Ce n'est évidemment jamais dit comme ça. Mais c'est

le message sous-jacent, celui se lisant entre les lignes. L'information est en fait injonction.

On peut toujours dire que c'est un fantasme. Mais la preuve que ce n'en est pas un, c'est que si vous ne croyez pas ce qu'on vous demande de croire, des sanctions peuvent effectivement tomber. Quand par exemple les médias disent: les vaccins anti-Covid nous protègent contre le Covid, en vous faisant vacciner vous vous protégez vous-même et les autres, etc., vous pouvez très bien croire le contraire et le dire, mais si vous êtes médecin cela risque de vous coûter assez cher. Je ne dirai pas ce qui va se passer si en plus vous dites à vos patients que, contrairement à ce que racontent les autorités, ledit vaccin n'est pas complètement sûr, etc. Là, l'État total ne vous ratera pas. Je ne livre ici aucune information, je dis la réalité. De toutes les manières, il n'est jamais très agréable de se voir traité de «complotiste», de «populiste» ou d'«extrémiste» chaque fois qu'on ouvre la bouche pour contester les choses auxquelles nous sommes supposés croire.

Et donc les gens croient à ce qu'ils sont supposés croire, qui plus est y croient sincèrement. N'importe quoi peut arriver, ils continueront d'y croire. A ce point cependant il convient de marquer un temps d'arrêt. Le problème ici soulevé n'est pas celui de la censure. Chacun sait que dans les médias beaucoup de choses sont censurées, autrement dit occultées. On fait en sorte qu'on ne les voie pas. Et donc, effectivement, on ne les voit pas. On ne les voit pas, et donc

également on ne peut pas en parler. Les choses dont il est ici question sont au contraire tout à fait visibles. Elles s'étalent même devant les yeux, tout le monde les voit. Et malgré cela on n'en parle pas. Pourquoi n'en parle-t-on pas? Parce qu'on n'est pas supposé les voir. On est au contraire supposé ne pas les voir. On retrouve ici l'information: l'information comme «ensemble de mots d'ordre». Mais rien n'est occulté!

Il y a bien si l'on veut une censure, mais c'est une censure intériorisée. Pas exactement une autocensure, parce que les gens n'ont pas exactement conscience de s'autocensurer (ce qui est le propre de l'autocensure): une censure, donc, mais une censure qui s'est subrepticement installée en eux, sans qu'ils en aient conscience. Elle fait donc le tri entre ce qu'ils sont supposés voir et au contraire ne pas voir. Peut-être un jour les autorités les autoriseront-elles à dire que les vaccins anti-Covid ne nous protègent de rien. Mais pour l'instant encore ce n'est pas le cas. On prend cet exemple mais on pourrait en prendre d'autres. Ainsi, les médias nous entretiennent 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, du patriarcat et de l'oppression que subissent les femmes, du genre et des changements de genre, des attitudes à adopter dans ce domaine, éventuellement même des mots à utiliser, de la manière de les écrire, etc. On ne peut pas dire que ce n'est pas de l'information, c'est de l'information, mais de l'information au sens où l'entend Gilles Deleuze: comme «ensemble de mots d'ordre». L'information ne nous

renseigne pas ici sur la réalité mais sur ce que nous sommes supposés en penser: sur les attentes des autorités en la matière. En l'espèce, nous le sentons bien, ces attentes sont intenses. Nous nous empressons donc d'y répondre, ou en tout cas cherchons à en donner l'impression. Nous savons bien en effet ce que nous risquons si nous ne le faisons pas.

LES EXPÉRIENCES DE MILGRAM

Mais nous ne le ferons peut-être pas toujours. Peut-être, dans leur munificence, les autorités nous autoriseront-elles un jour à croire à ce à quoi, jusqu'ici, elles ne nous ont pas autorisés à croire. Sait-on jamais. Mais on voit bien comment se pose le problème. La question, encore une fois, n'est pas de savoir ce que nous montre ou non la réalité: la réalité est là, tout le monde la voit (v compris en matière de genre). Elle est de savoir ce que nous disent ou non les autorités. Car, pour le répéter, rien ne se fait sans autorisation. Les gens font ce qu'on leur dit de faire, croient à ce à quoi on leur demande de croire. Il faut donc que les autorités les autorisent à reconnaître certaines évidences pour qu'ils en viennent à les reconnaître: autrement ils ne les reconnaîtront iamais. L'autorisation vient ou ne vient pas, mais c'est elle qui compte. Il n'y a qu'elle qui compte.

On pense irrésistiblement ici aux expériences de Stanley Milgram sur l'obéissance inconditionnelle(3). Spontanément, les gens obéissent aux ordres, font ce qu'on leur dit de faire. Il n'y a pratiquement aucune limite.

On le voit dans ces expériences (c'est effectivement impressionnant) mais bien sûr aussi dans la réalité.

Bref, les majorités sont fondamentalement suivistes, on les trouve toujours derrière le gouvernement. Ce n'est pas une critique, c'est une constatation. On le vérifie en ce temps de pandémie, mais ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Ce qui se dit en boucle dans les médias officiels sur à peu près tous les sujets le vérifie aussi. Les gens font ce qu'on leur dit de faire, pensent comme on leur demande de penser. Mais on parle ici des majorités. Ce sont les majorités qui font ce qu'on leur dit de faire. Or les majorités ne m'intéressent

à vrai dire pas tellement, je m'étais plutôt proposé en commençant cet article de parler des minorités! C'est maintenant trop tard, j'ai perdu trop de temps à parler des majorités. Je parlerai donc la semaine prochaine des minorités.

NOTES

- Alexandre Zinoviev, Le Communisme comme réalité, Julliard/L'Age d'Homme, 1981, p. 270.
- 2. Gilles Deleuze, _Qu'est-ce que l'acte de création? (1987), cité par Roland Gori, La fabrique de nos servitudes, Les Liens qui Libèrent, 2021, p. 23.
- 3. Cf. Stanley Milgram, Soumission à *l'autorité*, Payot, 2008.

Pain de méninges

SE BATTRE POUR LA LIBERTÉ, C'EST DÉFENDRE LA BEAUTÉ

La nature est toujours là, pourtant. Elle oppose ses ciels calmes et ses raisons à la folie des hommes. Jusqu'a ce que l'atome prenne feu lui aussi et que l'histoire s'achève dans le triomphe de la raison et l'agonie de l'espèce. Mais les Grecs n'ont jamais dit que la limite ne pouvait être franchie. Ils ont dit qu'elle existait et que celui-là était frappé sans merci qui osait la dépasser. Rien dans l'histoire d'aujourd'hui ne peut les contredire. L'esprit historique et l'artiste veulent tous deux refaire le monde. Mais l'artiste, par une obligation de sa nature, connaît ses limites que l'esprit historique méconnaît. C'est pourquoi la fin de ce dernier est la tyrannie tandis que la passion du premier est la liberté. Tous ceux qui aujourd'hui luttent pour la liberté combattent en dernier lieu pour la beauté. Bien entendu, il ne s'agit pas de défendre la beauté pour elle-même. La beauté ne peut se passer de l'homme et nous ne donnerons à notre temps sa grandeur et sa sérénité qu'en le suivant dans son malheur. Plus jamais nous ne serons des solitaires. Mais il est non moins vrai que l'homme ne peut se passer de la beauté et c'est ce que notre époque fait mine de vouloir ignorer. Elle se raidit pour atteindre l'absolu et l'empire, elle veut transfigurer le monde avant de l'avoir épuisé, l'ordonner avant de l'avoir compris. Quoi qu'elle en dise, elle déserte ce monde.

— Albert Camus, L'exil d'Hélène dans l'Eté (1948).

PASSAGER CLANDESTIN

Le Grand Bond vers la société du pass, ou l'ère de la désactivation

A U LENDEMAIN DE LA LEVÉE DES MESURES EN SUISSE LE 17 FÉVRIER, UNE QUESTION SEMBLE FLOTTER DANS L'AIR: LE CERTIFICAT COVID EST-IL DÉFINITIVEMENT ABOLI? SUSPENDU? SERA-T-IL RÉINSTAURÉ AUX PREMIERS ÉTERNUEMENTS DE CET AUTOMNE, AU PREMIER TEST PCR POSITIF DANS UNE ÉCOLE PRIMAIRE? SANS NOUS LIVRER À DE HASARDEUSES PRÉDICTIONS, ON VOIT MAL LES AUTORITÉS, ICI COMME AILLEURS, RENONCER DÉFINITIVEMENT À CE NOUVEL OUTIL.

En Suisse, la suspension récente du certificat covid constitue un petit événement qu'attendait une partie importante de la population, soit qu'elle était privée de vie sociale et citoyenne faute de posséder le document, soit qu'elle considérait la mesure illégitime, discriminatoire et contraire aux valeurs théoriquement intangibles, mais de fait assez flottantes, de notre constitution.

Au-delà du sentiment de légèreté et de délivrance qui a pu nous saisir ce 17 février, que nous ayons ou non possédé et utilisé ledit papier, plusieurs questions demeurent.

Le certificat covid a existé. Une proportion importante de la population a expérimenté le fait de présenter un laissez-passer électronique comme préalable à toute activité sociale, voire professionnelle, voire familiale. Une majorité s'en est accommodée, par lassitude, résignation ou une sorte de je-m'en-foutisme fataliste. Une partie l'a combattue au nom de la démocratie et de la liberté, parfois dans la rue, par le boycott ou simplement par l'humour, le cynisme et la dérision, armes traditionnelles des opposants à l'autoritarisme.

Une minorité enfin, comme toujours en pareilles circonstances, a plébiscité la mesure au nom d'idéaux de santé publique et de solidarité, tandis qu'elle jouissait (et, tant qu'à faire, le plus ostensiblement possible) du fait de posséder des privilèges inaccessibles à d'autres; en créant ex nihilo deux groupes sociaux inégaux en droit, le pouvoir savait pouvoir compter sur cette soif si dérisoirement humaine d'appartenance à une élite.

Le certificat covid a non seulement existé mais encore, spécificité — et piège — typiquement suisses, a-t-il été légitimé dans les urnes par 62 % des votants. L'idée d'une société fonctionnant objectivement à deux vitesses, que des années de pensée antiraciste et antifasciste avaient rendue inconcevable, croyait-on, s'est imposée en quelques jours, avec une stupéfiante facilité. Alors que la lutte contre toute les formes de discriminations basées sur le genre, la race, la classe sociale, les préférences sexuelles, alimentaires ou vestimentaires fait office d'idéologie officielle depuis une ou deux décennies, il aura donc été imaginable, puis techniquement possible, puis socialement souhaitable d'établir une discrimination d'un type nouveau et fondée sur ce critère spécifique qu'est le statut vaccinal. Ainsi, les personnes ayant reçu le nombre réglementaire d'injections se sont-elles vues conférer temporairement (pour douze mois, ramenés fina-



lement à neuf) la pleine jouissance de leurs droits, tandis que les autres s'en sont vus privés jusqu'à mise en conformité de leur situation.

Sur le plan de la représentation politique, c'est au sein de la droite nationale que s'est manifestée, d'abord timidement, une opposition au principe du certificat covid: passée une première phase de flottement — le temps que les directives, éléments de langage et argumentaires se diffusent du sommet jusqu'aux plus petites sections locales — la totalité des partis de droite libérale, du centre et de gauche se sera converti à l'idéologie du pass comme moyen nécessaire à la contention de la pandémie. Alors bien sûr, à gauche, quelques voix se sont élevées aux premiers jours de sa mise en œuvre, tant cette mesure entre en contradiction frontale avec l'idéologie du «tout-inclusif» prônée ad nauseam. Sans doute s'est-on un peu étonné, au niveau de la base, qu'il soit désormais impératif et valorisé d'exclure un tiers ou la moitié de la population des bibliothèques, théâtres, cinémas et musées, ces lieux qu'on voudrait pourtant «ouvert-e-s à tous-te-x-s»: soumis à pareilles injonctions contradictoires, quelques militants ont probablement frôlé le bug cognitif... Ces quelques voix progressistes discordantes ont toutefois rapidement été remises au pas et plus personne ne les entend depuis lors. Fervents défenseurs d'un certificat covid fétichisé et élevé au rang de quasi projet de société, les partis de gauche n'auront d'ailleurs de cesse d'appeler le Conseil fédéral à la «prudence», à ne pas «précipiter les choses», à ne «pas succomber à l'euphorie» dès lors que les rumeurs d'une levée totale des mesures bruisseront à Berne.

Au lendemain du 17 février, une question semble désormais flotter dans l'air: le certificat covid est-il définitivement aboli? Suspendu? Sera-t-il réinstauré aux premiers éternuements de cet automne, au premier test PCR positif dans une école primaire? Sans nous livrer à de hasardeuses prédictions, on voit mal les autorités, ici comme ailleurs,

renoncer définitivement à ce nouvel outil.

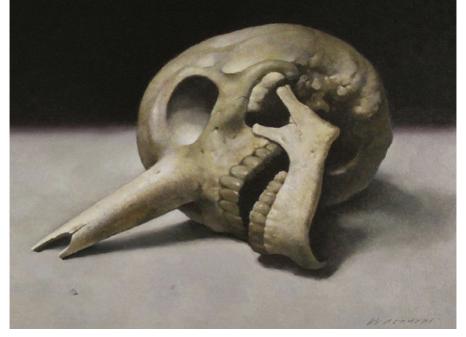
En effet le pass, dans sa logique intrinsèque, présente beaucoup d'avantages en matière de gouvernement des masses. Traditionnellement, l'autorité politique peut exercer une contrainte sur les citoyens sous la forme de l'amende ou de l'emprisonnement, en fonction de la gravité des actes commis: le pass constitue un moyen nouveau de coercition, sous la forme d'une privation d'une partie plus ou moins étendue (2G, 2G+, 3G... la créativité technocratique est sans limite) des libertés civiles. Cet instrument s'ajoute à la panoplie des mesures dont dispose un gouvernement exerçant le «monopole de la violence légitime». Allons plus loin: le pass, en conditionnant des droits à des devoirs (exigence d'un comportement «solidaire» et «responsable», obéissance absolue à l'autorité médicale, etc.), induit un véritable renversement de philosophie politique. Alors que l'amende et l'emprisonnement portent la marque de l'État et sanctionnent des infractions objectives (sanctions contre lesquelles il est alors éventuellement possible de s'organiser collectivement), le pass permet de dissoudre cette attribution de causalité: c'est la société dans son ensemble qui est alors chargée de punir non plus un délit mais bien un comportement jugé contraire à l'intérêt général, tel que défini par le gouvernement. Ce n'est plus le policier ou le juge qui sanctionnent, ce sont chaque commerçant, chaque organisateur de réunion, chaque curé, chaque propriétaire de salle de sport, chaque agent de musée, chaque bibliothécaire qui en ont

la capacité, par le simple fait d'accorder ou non l'accès à celui qui possède ou ne possède pas le QR code. Cette dilution de la responsabilité rend de fait invisible et abstraite la source de la coercition.

Outre qu'elle n'est plus chargée de réprimer les comportements jugés déviants, l'autorité politique tire un autre avantage du pass: une fois mis en place, il n'exige qu'une bureaucratie limitée et peu coûteuse pour fonctionner, dans la mesure où là encore, les agents chargés d'appliquer la sanction ne sont plus des fonctionnaires d'État mais des citoyens issus de toutes les catégories d'activités de la société civile.

A l'heure où le certificat covid disparaît (temporairement?) en Suisse, il y a tout lieu de penser que nous entrons paradoxalement, et probablement sans retour en arrière possible, dans la civilisation du pass, société de la coercition soft, des droits au mérite et de la «désactivation», pour une durée plus ou moins longue et au gré de décisions lointaines, de citoyens aux comportements, valeurs et idées jugés problématiques. Bien que le débat soit de fait interdit puisque relevant de cette catégorie médiatique abstraite et fourre-tout qu'est le «complotisme», c'est bien de cela dont il faudra reparler quand viendront, c'est demain, les discussions sur le «pass carbone», le «pass kWh» ou le «pass solidaire».

Jean-Blaise Reuge est un citoyen discret et sans histoires, un suisse typique avec des idées tout à fait comme il faut et qui entend le rester. Raison pour laquelle il s'interroge parfois avec un étonnement sincère sur les extravagances collectives qu'il observe autour de lui.



LA POIRE D'ANGOISSE par Slobodan Despot

Les bâtisseurs de l'alter-réalité

PENDANT QU'ILS ESSAYAIENT DE MONTER LA MAYONNAISE D'UNE AGRESSION RUSSE FANTASMÉE, LA VRAIE VIE LEUR PASSAIT SOUS LE NEZ. QUAND LES MÉDIAS S'INSTALLENT DANS UNE RÉALITÉ ALTERNATIVE QU'ILS CONSTRUISENT EUX-MÊMES, COMMENT FAUT-IL LES APPELER?

Ces dernières semaines, les médias de grand chemin étaient si occupés à relayer les communiqués du Pentagone sur l'imminence toujours différée d'une invasion de l'Ukraine qu'ils n'ont «pas eu le temps» de (se) rendre compte de trois événements qui étaient pourtant d'une ampleur sismique.

1) Camionneurs au Canada. Ils ont mis des semaines à s'apercevoir qu'il «se passait quelque chose» au Canada. Ceux qui n'ont suivi que ces sources-là pourraient conclure que l'insurrection des camionneurs qui a affolé Justin Trudeau jusqu'à lui faire proclamer la loi martiale est tombée du ciel. En réalité, ils ne se sont pas contentés de détourner le regard. La complaisance des médias canadiens

avec l'extrémisme covidien du gouvernement Trudeau, leur absence totale de recul critique sur des mesures iniques et sur la violation croissante des libertés les ont rendus coresponsables du glissement du Canada vers la dictature. On relèvera en particulier l'effondrement abyssal du niveau moral et qualitatif de la chaîne nationale CBC, dont témoigne entre autres sa journaliste démissionnaire <u>Tara</u> Henley.

2) Trump espionné par l'équipe Clinton. Ils n'ont toujours pas relevé la confirmation, par le conseiller spécial du Ministère de la Justice des Etats-Unis, de l'accusation d'espionnage portée par Donald Trump contre le parti démocrate. En clair: il est formellement établi que le camp

Clinton a espionné l'équipe de campagne de Trump en 2016 et infiltré des ordinateurs de la Maison Blanche pour alimenter la rumeur de collusion russe. Et qu'il ne s'agissait donc pas d'une invention paranoïaque du Rouguin, mais bien d'une action criminelle de ses adversaires, une affaire auprès de laquelle les écoutes du Watergate passent pour une simple muflerie. (Quoique, on le sait, les mufleries de droite sont infiniment plus graves que les crimes de gauche.) Il n'en reste pas moins qu'après le démontage complet de la campagne du Russiagate, donc de la rumeur absurde accusant Trump d'être un agent russe, cette nouvelle révélation démontre l'étendue de la collusion, non plus entre l'ancien président et la Russie, mais bien entre les médias de grand chemin américains - et occidentaux en général — et la machinerie de propagande du parti démocrate(1).

3) La censure qui frappe Joe Rogan. Peu de gens en Europe connaissent le nom de Joe Rogan, alors que l'Amérique ne parle que de lui (hormis bien sûr l'affreux Poutine). Cet ancien champion d'arts martiaux et comédien stand-up. trapu comme un ourson, a créé un podcast à base d'entretiens dont la liberté de ton, le choix très éclectique des invités et l'irrévérence générale lui ont valu une popularité immense. Lorsque la plateforme de streaming suédoise Spotify a racheté l'exclusivité de ses émissions en mai 2020 pour 100 millions de dollars, Rogan est devenu un phénomène financier. Depuis le début 2022, la cabale de censure lancée par un groupe de musiciens contre lui pour ses positions sur le Covid, et péniblement arbitrée par son diffuseur, en a fait également un symbole politique. Dernier rebondissement en date: Chris Pavlovski, le patron de la chaîne Rumble, qui se présente comme un havre de liberté d'expression, offre à Rogan cent briques de plus pour changer de club — et ce sur

le ton d'une conversation entre potes. Le phénomène Rogan — nous y reviendrons — marque selon nous une étape clef dans la transformation du système médiatique moderne. Le *mainstream* médiatique a complètement manqué le coche.

Que voilà des sujets charnus, explosifs, vertigineux dont nos médias en mal d'audience... ne font rien. (Et ne parlons même pas du procès Epstein-Maxwell, dont la dernière péripétie vient d'avoir lieu en France avec un nouveau suicide en prison: celui du complice Jean-Luc Brunel...) C'est même devenu une routine: dans un premier temps, on observe un temps de flottement, comme si tout le monde attendait les ordres ou le pitch narratif. Puis, alors que les réseaux sociaux et les plateformes dissidentes sont en pleine effervescence, l'on aborde dédaigneusement le phénomène pour en diminuer l'ampleur. Enfin, selon les cas, on en rajoute une couche contre la partie lésée pour ne pas devoir affronter ses propres manguements. Les autocritiques ne sont pas à l'ordre du jour. Elles n'ont d'ailleurs pas lieu d'être: les intrusions du réel ne peuvent apporter aucun démenti à la réalité alternative que ces médias s'emploient à construire au jour le jour.

DERNIÈRE MINUTE: COMENT REMÉDIER À L'INDOLENCE RUSSE?

La psychose d'une agression russe contre l'Ukraine a littéralement été montée à partir de rien — plus exactement, à partir de communiqués du Pentagone et de la Maison Blanche promettant une invasion russe de l'Ukraine pour le 16 février sans le moindre début de preuve, communiqués que les journalistes étaient priés de relayer sans questionnement. La porte-parole des AE russes Maria Zakharova en a fait une blague virale, demandant aux «médias de désinformation» occidentaux d'annoncer le calendrier des prochaines invasions pour qu'elle puisse planifier ses vacances. Même

les Ukrainiens ont démenti ces rumeurs — jusqu'à ce que, sous la pression des Anglo-Saxons, ils lancent leurs troupes à l'assaut des républiques sécessionnistes prorusses du Donbass, le 17 février au matin. Comme la Russie n'a toujours pas bougé, le vieillard sénile de la Maison Blanche a été contraint de reporter la prophétie apocalyptique au dimanche 20 février, voire plus tard si affinités.

A l'heure où ceci est écrit (vendredi soir), les civils des deux républiques sécessionnistes sont évacués vers la Russie pendant que des duels d'artillerie font rage et que des actes de sabotage, de portée limitée, sont observés dans diverses localités du Donbass. La conférence de presse du président «Biden». annonçant sa conviction que la Russie va attaquer l'Ukraine le 20, laisse à penser qu'une provocation d'envergure sous faux drapeau aura bien lieu à Kiev ce dimanche, ou peut-être en début de semaine. Ce soupçon est corroboré par l'évasion observée des personnalités et oligarques ukrainiens qui ces derniers jours ont quitté Kiev en avions privés ou en charters, tandis que l'ambassade US ainsi que le bureau ukrainien de la CIA étaient «temporairement» déplacés à Lviv. Cependant que les médias du système, nullement dérangés par l'ineptie de leurs précédentes fake news, continuent de répandre la rumeur d'une «attaque montée» par la Russie — pour justifier une invasion dont, justement, elle ne veut pas!

La Russie, qui dans les crises internationales agit de façon rationnelle, prudente et cynique, n'a, répétons-le, aucune raison ni intérêt à intervenir en Ukraine au-delà des zones habitées par les populations du Donbass. Les seuls à avoir un intérêt à voir Kiev attaquée sont les Américains. Le choc d'une attaque massive et l'escalade

qui s'en suivraient sont les seuls arguments qui leur restent pour empêcher la mise en route du gazoduc Nord Stream 2 et donc l'arrimage de l'Europe à la Russie et son émancipation partielle de la tutelle américaine.

Dans l'escalade fantasmatique observée ces dernières semaines, l'appareil médiatique s'est imposé comme la plus colossale machinerie à lavage de cerveaux de l'histoire humaine. Les conséquences de cette campagne va-t-en guerre écervelée risqueraient d'être gênantes pour ce qu'il reste de crédibilité à ces pions. Quoi qu'il en soit, si vous voulez vraiment comprendre la réalité du terrain, leurs reportages et «analyses» vous sont totalement inutiles.

Loin de l'agression rêvée par les Occidentaux, la réelle stratégie de la Russie semble être celle, au contraire, du judo: mise à l'abri des civils pris en otages et piège psychologique d'une action humanitaire, comme l'explique très finement Dmitry Orlov. Les jours à venir nous diront si le stratagème aura marché.

Illustration: «Le crâne de Pinocchio», tableau de Wiesław Wałkuski, 2019.

NOTE

1. Un chiffre résume la démesure entre l'acharnement d'hier et la «laryngite» actuelle des médias de grand chemin. Selon le Media Research Center, «jusqu'au 20 juillet 2019, les journaux télévisés du soir d'ABC, CBS et NBC avaient consacré 2634 minutes aux enquêtes sur la collusion présumée [de Trump] avec la Russie. "Cela représente près d'un cinquième (19,5%) de toute la couverture accordée à Trump par ces émissions, une ombre énorme sur sa présidence", écrit l'analyste Rich Noyes».



LISEZ-MOI ÇA! par Patrick Gilliéron Lopreno

«Le livre de l'intranquillité» de Pessoa

C E RECUEIL POSTHUME DE NOTES ET PENSÉES DIVERSES N'EST PAS SEULEMENT UN CHEF-D'ŒUVRE DE LA LITTÉRATURE PORTUGAISE ET MONDIALE. C'EST UNE PLONGÉE VERTIGINEUSE DANS LE MYSTÈRE DE L'ÊTRE.

CE QU'IL APPORTE

Fernando Pessoa (1888-1935) a tenu toute sa vie un journal intime, sous le nom de plume à demi fictif de Bernardo de Soares. Il y décrit sa difficulté à vivre la même vie végétative que ses semblables. Seul parmi la multitude, il fait siennes la douleur et la souffrance. Sans cesse, la réalité le heurte et pousse sa sensibilité à se brûler de l'intérieur. Nul moyen de s'enfuir; sauf fuir soi-même. En baudelairien de l'inaction, il rêve d'une harmonie qui réconcilierait le naturel et l'artificiel.

Enivré par le flux constant des cités et des hommes, la nostalgie le submerge et en homme totalement seul, il se réfugie dans une certaine forme d'ascèse, qui est une sagesse. Quand on s'ancre dans le refus de soi, le moindre détail devient un émerveillement et le sage doit en capter l'essence. Le bonheur ne vient que si nous aspirons à nous hisser hors du soi. Pour atteindre cette réalité nouvelle, il faut renoncer aux grandes ambitions et aux rêves démesurés.

La fatigue que suscite l'intranquillité débouche vers un sentiment d'inquiétude mais aussi vers une tranquillité. Comme si les contraires fusionnaient constamment.

CE QU'IL EN RESTE

La réalité se dissout et les rêves sans illusions prennent place car, en somme, nous ne possédons que nos impressions. La pensée du refus de soi et de l'inaction est une pensée du néant qui repousse l'émotion et la réalité. Rêver, c'est oublier mais le rêve éveillé demeure un sommeil sans songes. Face à cette lassitude universelle, le Mystère de la mort prend toute sa force et son ampleur. Pour l'auteur, elle est la seule réalité concrète et efface l'ennui et la nausée du quotidien.

Le livre de l'intranquillité est publié sous deux tomes et pourrait être considéré comme les Rêveries d'un promeneur solitaire du XXe siècle. Il transcrit, avec style, l'asphyxie dans un monde nouveau dans lequel l'écrivain se sent étranger. La ville et ses excès le façonnent comme n'importe qui et il évoque le-mal être d'une existence dont il n'arrive pas à se rendre maître. Rêve et réalité s'alimentent mutuellement comme

le vide et le plein. Ainsi, sa vie n'est qu'une longue nuit d'insomnie.

A QUI L'ADMINISTRER?

Le livre de l'intranquillité est un ouvrage posthume publié pour la première fois en 1982. Il rassemble des notes, des aphorismes ou des réflexions que l'auteur a rédigés entre 1913 et 1935. C'est un monument de la littérature portugaise et mondiale. Chacun devrait le lire en parallèle à Jean-Paul Sartre. Pessoa est un existentialiste ascétique qui peut être vu comme l'antithèse de l'auteur de *La Nausée* et pourtant les deux se complètent. A ceci près que la pensée de l'inaction et du refus de soi projette Pessoa vers les philosophies orientales.

 Fernando Pessoa, <u>Le livre de l'intran-quillité</u>, Christian Bourgois éditeur, 1998.



Antipresse.net-canal historique Le rendez-vous des abonnés de l'Antipresse sur Telegram! → t.me/antipresse

TURBULENCES

TRIBUNE · Vienne n'est plus dans Vienne

NOTE DE LA RÉDACTION. PARMI LES NOMBREUX TÉMOIGNAGES QUI NOUS VIENNENT DES QUATRE COINS DU MONDE SUR L'INSTAURATION DE LA DICTATURE, CETTE LETTRE D'UNE LECTRICE FRANÇAISE ÉTABLIE À VIENNE, ENVOYÉE AU PREMIER JOUR DE VACCINATION OBLIGATOIRE DANS UN PAYS D'EUROPE, NOUS A SEMBLÉ PARTICULIÈREMENT POIGNANTE EN RAISON DE SA MÉLANCOLIQUE LUCIDITÉ ET DES DÉRIVES ASSEZ TYPIQUES QU'ELLE DÉCRIT.

Je travaille en Autriche depuis vingt ans et j'aimais vivre à Vienne mais tout a change doucement, simplement et sûrement depuis 2015, une lente dégradation de la douceur de vivre et des plaisirs simples, une bière Gold Ottakriger dans un Beisl et une Sacher Torte mit Schlag dans un café Frauengruber, un des plus anciens de la capitale.

En 2015, il y a eu l'invasion illégale migratoire, en 2018 le nouveau maire Michael Ludwig surnomme «Kænig Ludwig» couleur rose rouge SPÖ a plonge la ville dans le woke, la cancel culture et suit Anne Hidalgo dans la destruction de Vienne comme Hidalgo l'a fait sciemment a Paris ou j'ai étudié et travaillé dans les années 1990.

Nous voici donc, le 5 février, au premier jour officiel de la vaccination obligatoire, dictature politique soi-disant médicale malgré les manifestations constantes dans tout le pays depuis des semaines... Le *Bundesrat* a vote *pour*, le président fédéral Van der Bellen a signé le décret hier. Comment se fait-il que les gouvernants autrichiens s'enfoncent dans le mensonge de la narration Covid-19 alors que de nombreux pays européens ont réduit ou levé toutes les mesures restrictives liées au Covid 19? (Comme la Suisse.)

Que doit-on penser de la corruption de l'ÖVP et des *Gruenen* au pouvoir, de l'influence des réseaux Soros, vu que leur université a déménagé de Budapest à Vienne?

J'ai beau citer le code de Nuremberg

1947, il semblerait que les Autrichiens ont oublie leur histoire. J'ai l'impression de me retrouver en Allemagne de l'Est que j'ai visitée en 1987, un contrôle de la population façon Stasi et personne ne semble s'en rendre compte...

Je ne sais pas encore si je serai obligée de me faire raisiner pour mon travail. Devrais-je alors quitter ce pays?

Marie

MARQUE-PAGES · La semaine du 13 au 19 février 2022

LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT

Un vrai devin. L'énumération des propriétés et participations médiatiques de Vincent Bolloré prend plus de cinq minutes à ce sénateur qui le questionne. Mais il vaut la peine d'attendre la question: «pourquoi cet empire?». Et d'entendre la réponse de prophète du milliardaire... au sujet d'un certain M. Zemmour!

Supercumulus... de données. Chaînes de supermarchés ou agences de renseignement? La quantité d'informations recueillies par les deux géants suisses Migros et Coop au sujet de leurs clients est proprement affolante, selon cette enquête (réservée aux abonnés) de Bon à savoir. On dira que c'est pour mieux vous servir, madame Bonzon! — C'est l'occasion de souligner le travail minutieux et souvent très utile de ce magazine indépendant de conseil aux consommateurs.

Leçons kazakhes. Les analyses de Valentin Vasilescu sont toujours méticuleuses et intéressantes. Son récit des étapes et des méthodes par lesquelles les forces de l'OTSC ont cassé le soulèvement armé est rempli d'observations intéressantes et qui font réfléchir. Comme celle-ci: > «L'armée russe prouve qu'elle a tiré les leçons des innovations américaines dans la lutte contre les insurgés en Irak. Les spécialistes russes

des opérations psychologiques sont arrivés à la conclusion qu'il est plus facile d'appâter les cellules terroristes que de les rechercher pour les neutraliser. Ainsi, suivant le modèle américain, ils ont mis en place un faux « Front de libération du Kazakhstan » qui diffuse des vidéos sur les médias sociaux et incite les cellules terroristes qui ont participé au soulèvement du pays à le rejoindre.»

Franglais no more! Sous l'opportune impulsion de sa secrétaire perpétuelle Hélène Carrère d'Encausse, l'Académie française publie une mise en garde contre l'hybridation, la dénaturation et la mutilation du français envahi par un sous-dialecte anglais. Ceci alors même que dans la plupart des cas, des mots français existent. «Nombre d'anglicismes sont employés en lieu et place de mots ou d'expressions français existants avec pour conséquence immanquable l'effacement progressif des équivalents français».

La science passe après le conseil. Caroline Michel-Aguirre fait observer que l'État français a versé plus d'argent aux cabinets de conseil qu'à la recherche sur le vaccin. Normal, les cabinets de conseil sont devenus un vrai politburo de l'ombre: «On constate que dans toutes les ministères, on ne peut plus rien faire sans demander leur avis aux cabinets de conseil».

Comme en 40... L'Université Brown estime que le nombre de personnes déplacées suite aux guerres des USA et de l'OTAN après le 11 septembre pourrait se situer entre 49 et 60 millions de personnes. C'est l'équivalent du nombre de personnes déplacées pendant la deuxième Guerre Mondiale. Ce chiffre ne prend pas en compte le nombre de réfugiés suscités par les ingérences US dans les affaires de nations souveraines.

Le Diable se goinfre. L'Afghanistan sort dévasté de 20 ans d'occupation américaine... mais le gouvernement de Joe Biden a décidé de confisquer les fonds de leur banque centrale hébergés aux Etats-Unis - 7 milliards de dollars - et d'en reverser une partie (mais laquelle?) justement aux victimes du 11 Septembre. Donc d'un attentat où la responsabilité de l'Afghanistan et de ses habitants est simplement inexistante. On doit se pincer, surtout lorsqu'on sait que 23 millions d'Afghans sont au bord de la famine.

Chevaux agressés. Dans le genre du mensonge cynique, la police d'Ottawa remporte le pompon! Après une charge de police montée, des manifestants se retrouvent à terre, piétinés. Parmi eux, une dame sur une trottinette de handicapée qui venait de parler de paix. Le communiqué officiel explique qu'un «vélo» a été projeté contre un cheval, mais que l'animal, fort heureusement, est indemne. Comme si tout n'était pas filmé en permanence... Ils avaient qu'à ne pas se jeter sous les sabots, conclut le journal TV.

Prière en musique. «Qui cantat bis orat. Celui qui chante prie deux fois.» Dans le sillage de notre *Point d'orgue* de la semaine dernière, il peut être agréable et enrichissant de voir l'entretien avec le grand organiste Georges Athanasiadès enregistré pour «Plans fixes» par l'humble Jacques Poget en 2013. La culture, l'humanité, l'esprit et la simplicité de cette causerie de haut vol élégamment consignée en noir et blanc vous transporteront sur une autre planète plus sûrement que les fusées de M. Musk.

Suisse-Japon. Champs, le livre sur les paysans suisses (photos Patrick Gilliéron Lopreno, texte Slobodan Despot, voir AP277), dont le graphisme a été confié à Chris Gautschi, a été retenu dans les 100 meilleurs projets (sur 3644) dans le concours Tokyo Award Type Design (TDC); il sera publié dans le catalogue annuel et exposé à la Ginza Graphic gallery de Tokyo. Ce concours a pour but de mettre en avant les graphistes et designers. Par ailleurs, Champs sera exposé à l'Espace Graffenried du 30 juin au 4 septembre 2022.

VERTIGO PAR PATRICK GILLIÉRON LOPRENO

